

4 Politique

Réduction du train de vie de l'Etat Ben Moubamba dit ne pas la soutenir

AEE

Libreville/Gabon

LE président de l'Alliance pour le changement et le renouveau (ACR), Bruno Ben Moubamba était, mardi, face à la presse, pour dévoiler le contenu de sa lettre ouverte adressée au président de la République Ali Bongo Ondimba.

Dans sa correspondance, l'ancien vice-Premier ministre fait état des mesures d'austérité engagées par le gouvernement pour faire face à la crise économique actuelle que traverse le Gabon. Mesures qu'il dit ne pas soutenir, lui et l'ACR. Car, selon lui, le malheur de l'économie gabonaise ne se trouve pas à la Fonction publique, mais ailleurs.



Le président de l'ACR Bruno Ben Moubamba, au cours de sa rencontre avec la presse.

Bruno Ben Moubamba appelle donc le chef de l'Etat à trouver d'autres voies et moyens pour faire face à cette crise. Pour le président de l'ACR, "ces mesures d'austérité engagées par le gouvernement font que le

Gabon soit un Etat sous tutelle du Fonds monétaire international (FMI)". Rappelant au passage dans cette lettre, qu'il avait déjà attiré l'attention du gouvernement alors qu'il en était encore membre. "J'ai pro-



Une vue des journalistes présents.

posé d'autres voies de renflouement des caisses de l'Etat, notamment : le regroupement des multiples caisses du secteur pétrolier, le rachat de la dette, l'optimisation des régies financières, l'élargissement de

l'assiette fiscale, le recours aux partenariats publics-privés, sans corruption". Bruno Ben Moubamba ajoute qu'à travers ces mesures "d'austérité insupportables", qui ont des conséquences néfastes, "le

gouvernement a choisi de sacrifier le peuple gabonais". Et de poursuivre : "L'ACR ne soutiendra pas des mesures clochardisant le peuple gabonais, qui ne sont pas là pour favoriser l'épanouissement du peuple gabonais et qui mettent à mal la cohésion nationale". Le président de l'ACR estime que le gouvernement aurait pu faire des économies en réduisant par exemple dans l'immédiat le nombre des ministres, en supprimant le Sénat et en procédant à la déclaration au fisc des richesses du pays. Car, pour lui, la crise économique "n'a pas été provoquée par le peuple gabonais, mais par une association de flibustiers d'opulence qui vous entourent et qui vous ont trahi en 2016. Ils vous trahissent encore aujourd'hui."

Le BDP se dit favorable

F.B.E.M

Libreville/Gabon

L'ANNONCE des mesures prises lors du Conseil des ministres du 21 juin dernier, en vue de réduire le train de vie de l'Etat, n'a pas fini de faire réagir le microcosme sociopolitique gabonais.

Le tour est revenu, dernièrement, au Bloc démocratique populaire (BDP), parti politique de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence, de se prononcer en faveur de ces décisions. C'était au cours d'une conférence de presse tenue au restaurant "Mon bien-aimé" de Louis à Libreville.

Le président du BDP, Paskhal Nkoulou, qu'accompagnaient des cadres et



le directeur du BDP, dont son président Paskhal Nkoulou (micro), lors de la conférence de presse.

militants du parti, voit dans ces mesures une manière pour le président Ali Bongo Ondimba "d'en finir avec l'Etat des passe-droits, pour entrer dans l'Etat de droit". Ceci, au regard des effets pervers de la crise économique que traverse notre

pays et de la responsabilité du gouvernement de protéger des citoyens et de pérenniser la capacité de l'Etat à assumer ses devoirs régaliens. Il vous souviendra que le Conseil des ministres a entériné des mesures allant



La presse était présente.

de la réduction des effectifs des cabinets à une décote sur les traitements des agents de la haute administration, en passant par la diminution prochaine de la taille du gouvernement, ou l'examen des situations des agents publics percevant

une double rémunération. Revenant sur chacun de ces points, Paskhal Nkoulou juge les mesures "nécessaires". Tout en estimant, pour certaines de ces décisions, que le gouvernement aurait pu aller plus loin. C'est le cas pour l'interdic-

tion d'acquérir des voitures de plus de 30 millions, pour laquelle l'homme estime que le montant pourrait être ramené encore plus bas. De même, en ce qui concerne la réduction de la taille du gouvernement, il a dit qu'en ce qui concerne son regroupement politique, "20 ministres, c'est suffisant...Le pays est dans une situation particulière, qui impose des comportements particuliers", a-t-il dit.

Le directeur du BDP n'a pas manqué de condamner le comportement de certains leaders politiques qui, "nourris de mauvaise foi, tentent d'instrumentaliser ces mesures visant à réduire le train de vie de l'Etat pour créer le doute et des incompréhensions auprès des Gabonais".

Législatives à venir/Démocratie nouvelle/Louetsi-Wano

Rubain Goda Tsubou se positionne

F. N.

Lébamba/Gabon

CONDUITE par la secrétaire chargée de l'Organisation, la mobilisation et l'implantation, une délégation de Démocratie nouvelle (DN) a séjourné récemment dans la Louetsi-Wano. Dans le but de présenter aux populations Rubain Goda Tsubou, appelé à défendre les couleurs de DN sur le siège unique dudit département aux prochaines élections législatives.

De fait, de Mabanga à Mbelnalatambe, en passant par Matamatsengue, Nzingu, Mbinambi, Idembé, Mouyamba, Memba, Ichinga, Kanda et Moukoundou, Rubain Goda



Rubain Goda Tsubou, candidat DN au siège unique de Lebamba aux prochaines législatives.

Tsubou a édifié l'auditoire sur les tenants et les aboutissants de sa candidature. Laquelle, a-t-il indiqué, est sous-tendue par la volonté de rompre avec le passé à travers une nouvelle offre politique axée autour de la

prise en compte réelle des problèmes des populations, et la nécessité de booster le développement de leur localité. Poursuivant son propos, il est revenu sur son parcours politique. Militant à l'Union



Vue partielle de l'assistance.

pour la nouvelle République (UPNR) de Me Louis Gaston Mayila, bannière sous laquelle il fut élu conseiller départemental en 2013, il a pris une part active à la dernière élection présidentielle en soutenant

Jean Ping, avant de rallier avec armes et bagages DN de René Ndemézo'Obiang. Formation politique dont il est l'un des cadres, a-t-il mentionné.

"Nous sommes tous engagés pour le changement vérita-

ble avec DN. Il faudrait donc que vous n'élisiez plus un député du Parti démocratique gabonais (PDG). Car la situation déplorable à tout point de vue de notre département est tributaire de la gestion du PDG", a-t-il avancé.

Pour sa part, Annie Léa Meye a exhorté l'assistance "à faire le bon choix, en dépit des promesses qui leur seront faites pendant la campagne électorale et des sommes d'argent qui leur seront proposées".

Pour elle, l'élection présidentielle étant déjà derrière nous, il importe d'aller massivement aux urnes au prochain scrutin législatif, afin d'offrir au département de la Louetsi-Wano une nouvelle donne politique.